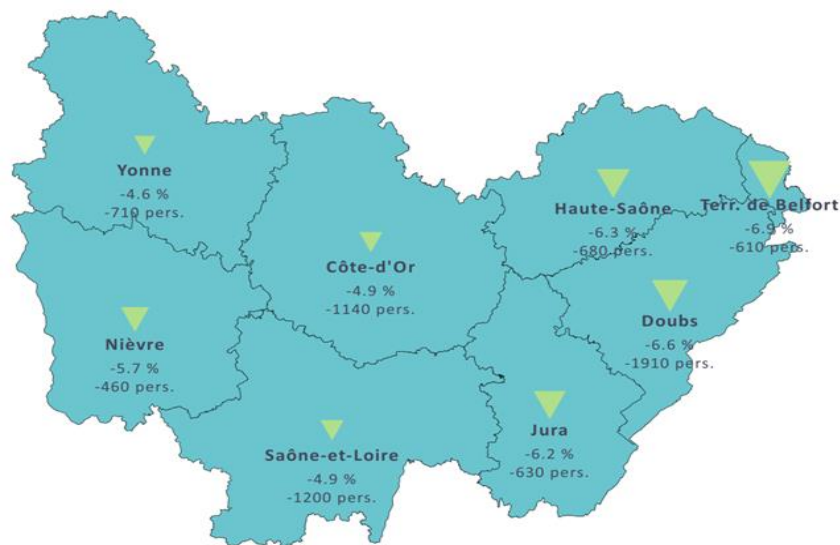


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

YONNE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2020 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 2,7 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **14 650** (- 4,6 % sur un trim.)
Cat. B, C : **11 540** (+ 5,2 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **26 190** (- 0,5 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,2 % au 3^{ème} trimestre 2020
+1,5 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2020
(France métropolitaine : 8,8 % ; +1,8 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

105 660 au 3^{ème} trimestre 2020
+1,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2020

● RECOURS À L'INTÉRIM

4 170 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2020
+ 27,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2020

Au troisième trimestre 2020 :

L'emploi salarié (privé et public) a augmenté dans l'Yonne de 1,3 %, soit 1 310 emplois en plus par rapport au deuxième trimestre. Hors intérim, l'emploi croît significativement dans les services (marchands et non marchands) alors qu'il diminue dans l'agriculture et l'industrie. Sur un an, l'emploi salarié diminue de 1,9 % ; une évolution similaire à celle du niveau régional (-1,4 %). Suite aux mesures de déconfinement l'emploi intérimaire repart nettement à la hausse (+27,3 % soit +900 intérimaires). La demande est très forte dans les secteurs marchands non agricoles, et plus particulièrement l'industrie. Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, près de 970 établissements y ont eu recours. Environ 3 000 salariés ont été indemnisés, soit 3 % des salariés du département. Sur cette période 450 000 heures ont été chômées soit environ 372 emplois équivalents-temps plein.

Au quatrième trimestre 2020 :

Près de 670 établissements ont été autorisés à recourir à l'activité partielle (près de 13 100 salariés sont concernés). Les défaillances d'entreprises enregistrent un niveau historiquement bas, en lien avec l'adaptation des textes relatifs aux procédures collectives. Néanmoins le volume d'emplois menacés est plus important qu'en 2019. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sans activité (cat.A) enregistre une très forte baisse et s'établit à 14 650 personnes ; cette baisse intervient dans un contexte de forte hausse des demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (cat. BC). Les sorties de Pôle emploi sont nettement moins élevées qu'en 2019 et plus particulièrement celles enregistrées suite à une reprise d'emploi. Les entrées à Pôle emploi restent à un niveau inférieur à celui de l'an dernier.

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Yonne :

Données CVS-CJO

	T4 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A	14 650	-4,6	-0,5
Catégories B, C	11 540	+5,2	+8,3
Catégories A, B, C	26 190	-0,5	+3,2

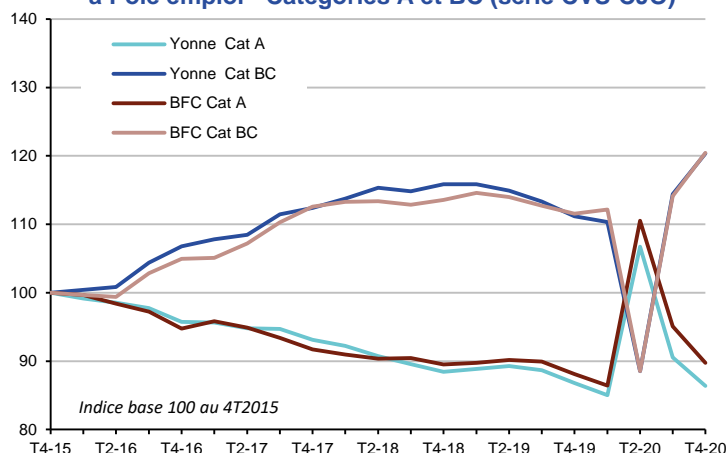
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T4 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A	123 090	-5,6	+1,9
Catégories B, C	97 440	+5,5	+8,0
Catégories A, B, C	220 530	-1,0	+4,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Yonne		BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	7 740	-3,7	7 740	-3,7
< 25 ans	1 220	-8,3	1 220	-8,3
25 - 49 ans	4 330	-5,0	4 330	-5,0
50 ans et plus	2 190	+1,9	2 190	+1,9
Femmes	6 910	-5,5	6 910	-5,5
< 25 ans	950	-8,7	950	-8,7
25 - 49 ans	3 880	-6,7	3 880	-6,7
50 ans et plus	2 080	-1,4	2 080	-1,4
Total	14 650	-4,6	14 650	-4,6
< 25 ans	2 170	-8,4	2 170	-8,4
25 - 49 ans	8 210	-5,8	8 210	-5,8
50 ans et plus	4 280	+0,2	4 280	+0,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Yonne		BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an	T4 2020	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C				
Hommes	12 800	+0,1	12 800	+0,1
< 25 ans	2 030	-2,4	2 030	-2,4
25 - 49 ans	7 550	-0,3	7 550	-0,3
50 ans et plus	3 220	+2,5	3 220	+2,5
Femmes	13 390	-1,1	13 390	-1,1
< 25 ans	1 780	-3,3	1 780	-3,3
25 - 49 ans	7 800	-1,4	7 800	-1,4
50 ans et plus	3 810	+0,5	3 810	+0,5
Total	26 190	-0,5	26 190	-0,5
< 25 ans	3 810	-2,8	3 810	-2,8
25 - 49 ans	15 350	-0,8	15 350	-0,8
50 ans et plus	7 030	+1,3	7 030	+1,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Yonne			BFC	
	T4 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	13 530	-2,0	-0,4	-3,5	+2,0
DELD :					
1 à 2 ans	5 630	-0,2	+13,1	+2,5	+11,2
2 à 3 ans	2 660	+2,7	-0,7	+0,6	+0,9
3 ans et plus	4 370	+1,6	+5,8	+1,8	+6,6
Total DELD	12 660	+1,0	+7,4	+1,8	+7,3
Part des DELD	48,3%	+0,7 pt	+1,8 pt	+1,4 pt	+1,3 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2020	Moyenne annuelle 2020	
		2020	2019
Assurance chômage	11 750	12 410	11 630
Solidarité - Etat	1 800	1 700	1 770
Autres	280	280	nd
Total DE indemnisés	13 820	14 390	13 400
Formation	430	580	nd
Part des DE indemnisés* :			
Yonne :	50,1%		
BFC	52,2%		

nd : non disponible

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T4 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	396	-40	-9,3	-515	-13,9
Fin de mission d'intérim	159	-26	-14,1	-347	-20,8
Démission	94	-9	-8,4	-51	-6,0
Rupture conventionnelle	159	+37	+30,4	+145	+12,5
Licenc. économique	38	0	+0,9	+104	+31,1
Autre licenciement	185	+4	+2,2	-34	-2,4
Première entrée ⁽¹⁾	146	-10	-6,6	-14	-1,1
Retour d'inactivité ⁽²⁾	400	+18	+4,6	+190	+6,0
Réinscription rapide ⁽³⁾	387	-14	-3,5	-59	-1,8
Autre motif ⁽⁴⁾	135	+16	+13,4	-85	-7,3
Motif indéterminé	215	-14	-6,3	-214	-11,1
Total	2 314	-39	-1,6	-879	-4,4

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Yonne			BFC	
	T4 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	306	-132	-30,2	-1 054	-27,0
Entrée en stage ou formation	340	+34	+11,2	+271	+10,2
Arrêt de recherche**	229	-14	-5,6	-96	-4,7
dont maladie	134	+1	+0,8	+106	+10,5
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 047	-35	-3,3	-117	-1,3
Radiation administrative	230	-28	-10,7	-399	-21,3
Autre cas ⁽²⁾	171	-42	-19,9	+82	+5,0
Total	2 323	-217	-8,5	-1 312	-6,2

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T4 2020	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Auxerre	6 630	-5,8	-2,9	47,2	14,6	30,0	9,1
Avallon	1 700	-2,3	+0,6	45,3	12,9	33,5	9,5
Sens	6 320	-4,0	+1,9	47,8	15,5	27,1	11,0
Yonne	14 650	-4,6	-0,5	47,2	14,8	29,2	9,9

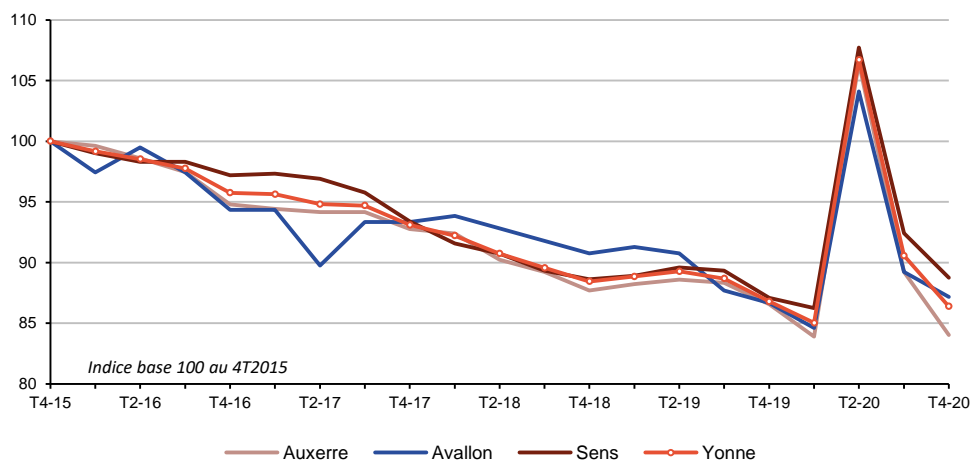
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2016

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T4 2020	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2020	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Auxerre	12 180	-1,0	+2,1	5 840	-0,2	+6,4
Avallon	2 850	-1,4	+3,3	1 400	+0,7	+2,9
Sens	11 160	+0,2	+4,4	5 420	+2,3	+9,5
Yonne	26 190	-0,5	+3,2	12 660	+1,0	+7,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
1 070	+2,9	1 090	-6,0
240	0,0	260	0,0
960	+11,6	940	-5,1
2 280	+6,5	2 290	-5,0

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2021.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Les entreprises

Activité partielle

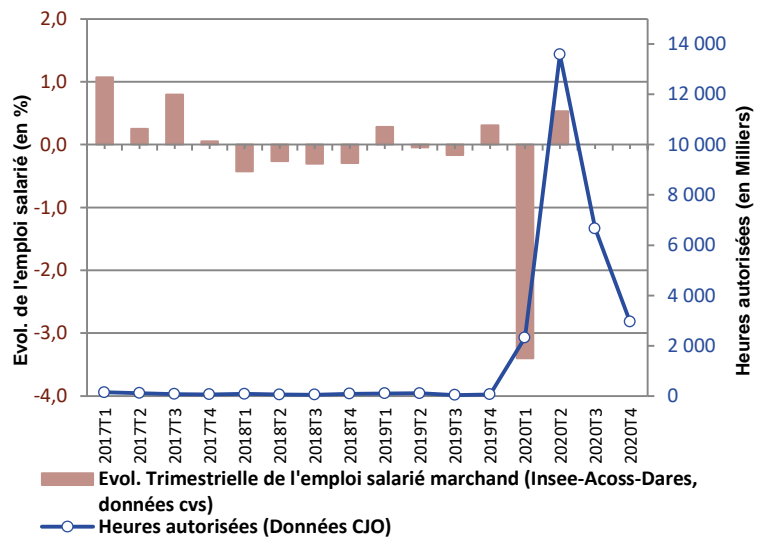
Données CJO*	Yonne	
	T3 2020	T4 2020
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	2 040	670
Volume d'heures autorisées	6 666 637	2 956 142
dont :		
Agriculture	21 436	2 764
Industrie	2 330 611	1 093 957
Construction	414 328	161 135
Commerce	1 257 878	631 942
Services	2 642 384	1 066 344
Etablissements autorisés	1 929	662
dont : étabs de 50 sal. et plus	161	83
Nombre de salariés concernés**	25 697	13 082
Total heures autorisées 12 mois glissés	22 635 419	25 529 802

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : heures autorisées



Données brutes	Yonne	
	T2 2020	T3 2020
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	5 004 223	448 617
dont :		
Agriculture	35 937	4 143
Industrie	1 190 789	150 388
Construction	453 206	14 419
Commerce	1 178 843	46 675
Services	2 145 448	232 992
Etab. ayant consommé des heures	4 860	967
dont : étabs de 50 sal. et plus	206	102
Nombre de salariés concernés**	21 668	3 017
Total heures consommées 12 mois glissés	6 202 921	6 648 060

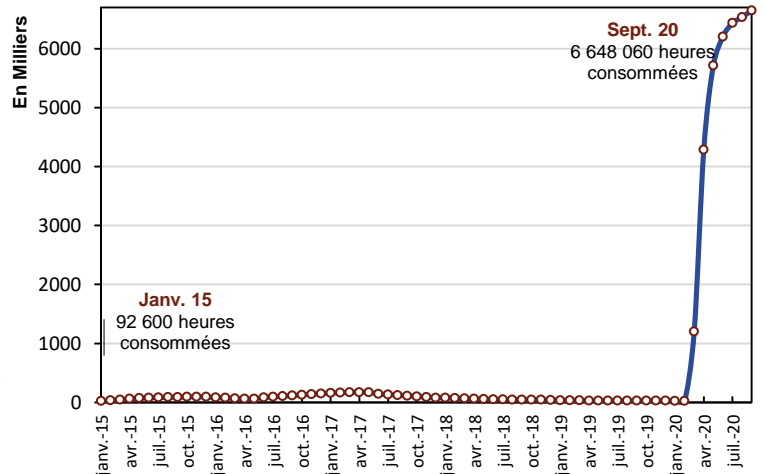
Source : DARES/DIRECCTE BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes	Yonne	
	T4 2020	Evol./T4 2019
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	752	+5,2
dont :		
Entreprises individuelles	nd	nd
Micro-entrepreneurs	nd	nd
Sociétés	170	+6,9
Cumul sur 12 mois glissés	2 749	+6,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	nd	nd
Cumul sur 12 mois glissés	nd	nd

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

nd : non disponible

Avertissement : En raison de la revue des séries des créations d'entreprises par l'Insee, la diffusion des données relatives aux entreprises individuelles et aux micro-entrepreneurs est interrompue. Les séries complètes seront à nouveau disponibles dès 2021.

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Yonne	
	T4 2020	Evol./T4 2019
Ouvertures de procédures		(en %)
Nombre d'ouvertures de procédures	48	-36,0
dont :		
Sauvegardes	s	s
Redressements judiciaires	10	+150,0
Liquidations judiciaires directes	34	-47,7
Nombre d'emplois menacés	156	+20,9
dont :		
Agriculture	s	ns
Industrie	110	+323,1
Construction	17	+112,5
Commerce	6	-85,7
Services	19	-62,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	209	-28,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

s : secret statistique

ns : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Yonne 3 ^{ème} trimestre 2020 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	2 870	-240	-7,6	+30	+1,1	2 890	-230	-7,4	+30	+1,1
Industrie	17 950	-200	-1,1	-610	-3,3	20 180	+480	+2,4	-920	-4,4
Industrie agro-alimentaire	3 430	-30	-1,0	-90	-2,5	3 900	+30	+0,9	-130	-3,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 250	0	-0,4	-10	-0,5	1 340	0	-0,1	-20	-1,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 330	-50	-2,2	-370	-13,8	2 640	+40	+1,5	-460	-14,9
Matériels de transport	1 340	-20	-1,6	-50	-3,3	1 770	+230	+14,9	-110	-5,9
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	9 600	-90	-0,9	-100	-1,0	10 530	+180	+1,7	-200	-1,8
Construction	5 200	+20	+0,3	-120	-2,3	5 530	+70	+1,3	-190	-3,3
Commerce ; réparation auto.	15 930	-40	-0,2	-190	-1,2	16 320	+60	+0,4	-170	-1,0
Services marchands	23 410	+510	+2,2	-690	-2,9	24 620	+600	+2,5	-620	-2,5
Transports et entreposage	5 680	-30	-0,5	-270	-4,6	6 170	+20	+0,3	-230	-3,6
Hébergement et restauration	3 590	+190	+5,6	-200	-5,1	3 630	+210	+6,0	-190	-5,0
Information et communication	490	+40	+9,7	+40	+9,8	490	+40	+9,3	+40	+8,7
Services financiers	1 960	-10	-0,5	-40	-2,1	1 970	-10	-0,5	-40	-2,2
Services immobiliers	810	-10	-1,5	-70	-7,8	830	-10	-1,3	-70	-8,1
Services aux entreprises	6 440	+200	+3,1	-20	-0,3	7 070	+200	+3,0	0	+0,1
Services aux ménages	4 440	+140	+3,2	-140	-3,0	4 470	+150	+3,4	-130	-2,9
Services non marchands	36 010	+290	+0,8	-260	-0,7	36 110	+330	+0,9	-220	-0,6
Ensemble	101 360	+350	+0,3	-1 840	-1,8	105 660	+1 310	+1,3	-2 090	-1,9

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

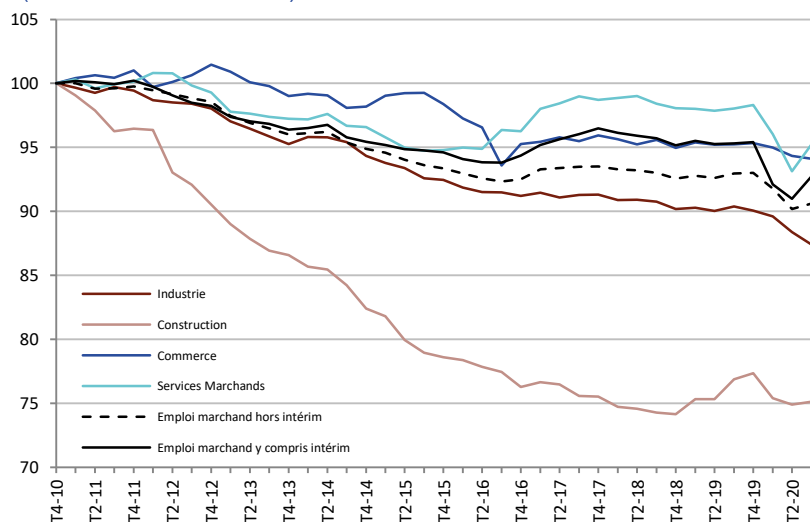
Traitement : Direccte BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

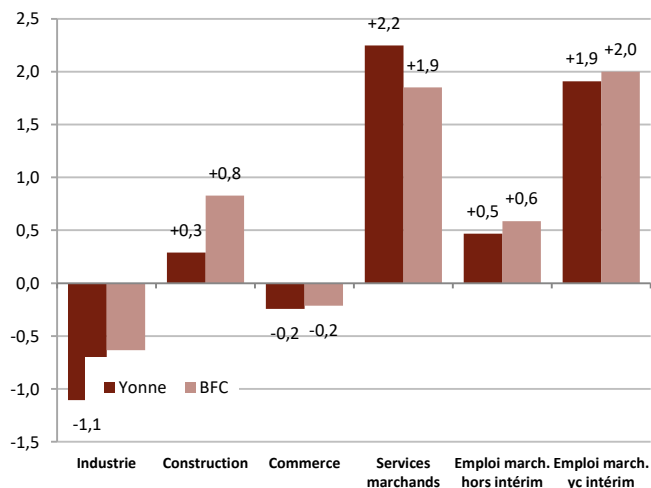
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2020, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Yonne 3 ^{ème} trimestre 2020 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	10	-13,6	-46,0	0,2	+0,0	.	.	.	1,2	-0,2
Industrie	2 100	+42,3	-15,4	10,5	-1,3	1 910	+67,5	-21,7	1,8	-0,2
Construction	340	+17,8	-10,7	6,2	-0,5	340	+126,7	-2,9	2,4	0,0
Commerce	390	+28,6	+4,7	2,4	+0,1	370	+48,0	+2,8	2,2	-0,1
Services	1 330	+10,8	+0,9	5,4	+0,2	1 320	+18,9	+4,8	1,6	0,0
Ensemble	4 170	+27,3	-8,6	6,0	-0,4	3 940	+48,1	-10,9	1,8	-0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

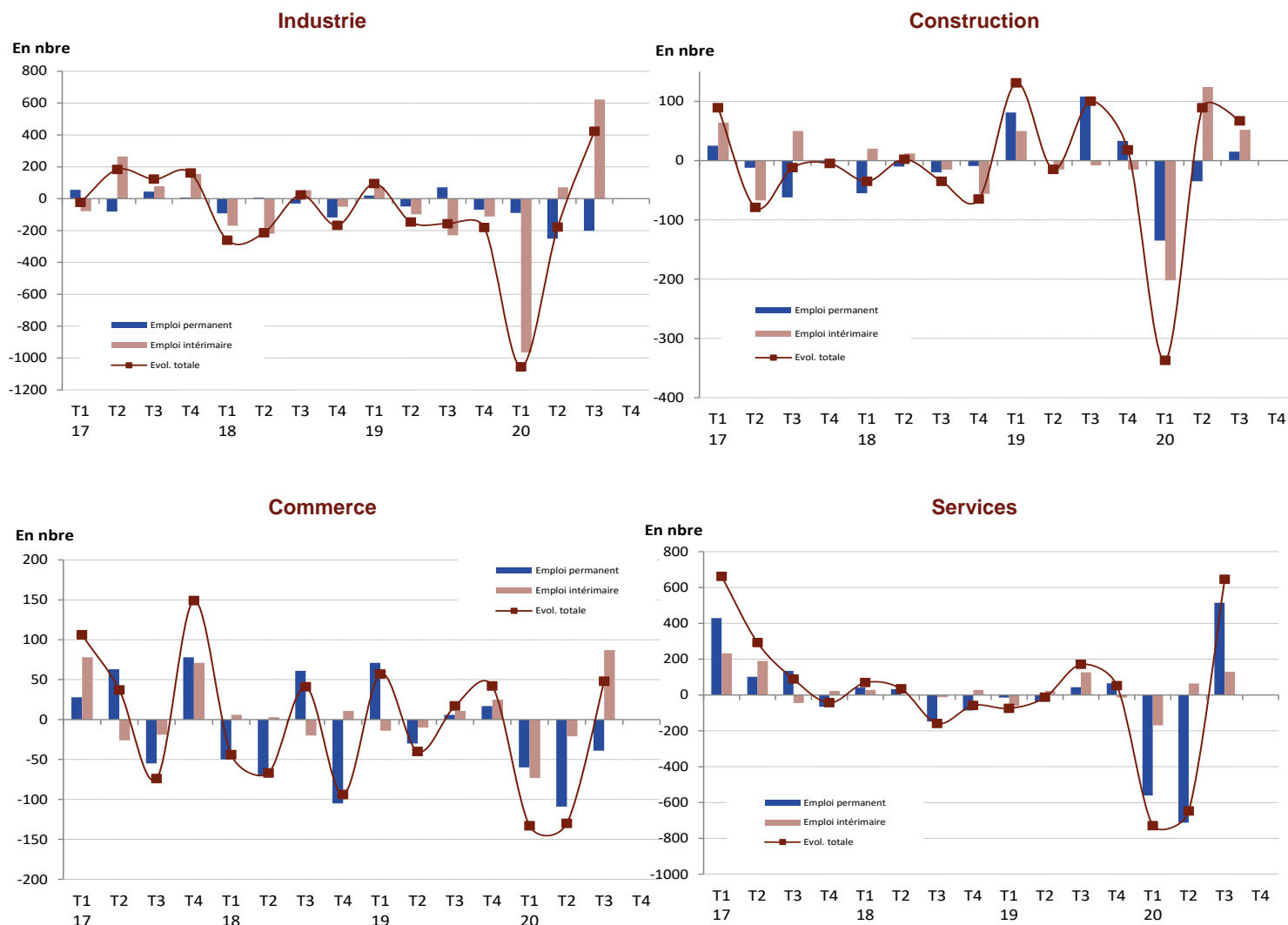
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

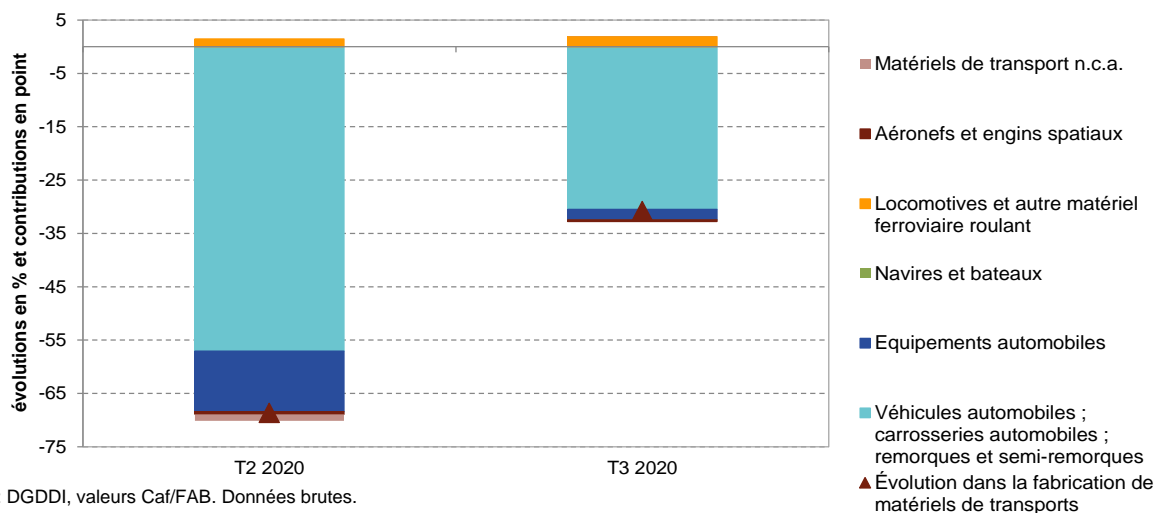
Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

La fabrication de matériels de transport en Bourgogne-Franche-Comté

Vous pouvez retrouver l'intégralité de la fiche sectorielle sur notre site internet (<https://bourgogne-franche-comte.directe.gouv.fr/Secteurs-d-activite>)

Après avoir chuté plus fortement qu'en moyenne dans l'industrie, l'activité dans la fabrication de matériels de transport est repartie entre juin et octobre mais reste encore en dessous de son niveau d'avant crise. La reprise de l'activité s'est accompagnée d'une forte hausse de l'intérim (+79,4 %) mais n'a pas bénéficié à l'emploi permanent qui continue de reculer (-0,8 %). La mise en place d'un deuxième confinement fin octobre a freiné la reprise de l'activité mais ne l'a pas fortement pénalisé comme au premier confinement. Le recours à l'activité partielle a légèrement progressé au cours de cette période et une baisse semble s'amorcer dès la fin décembre 2020.

Evolutions annuelles des exportations dans la fabrication de matériels de transports et contribution des secteurs



Un faible recours à l'activité partielle pendant le 2ème confinement

Demandes d'indemnisations	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct-20*	nov-20*	déc-20*	Total
Nombre d'établissements	97	110	107	82	63	43	40	25	23	9	117
Heures indemnisées	534 903	1 774 005	1 051 579	464 591	203 813	46 262	82 721	39 949	17 081	3 455	4 218 359
Nombre de salariés indemnisés	11 502	17 390	16 593	10 265	5 595	2 537	2 717	1 550	559	96	18 696
% salariés indemnisés / salariés du secteur	50%	77%	73%	45%	25%	11%	12%	7%	2%	0%	83%

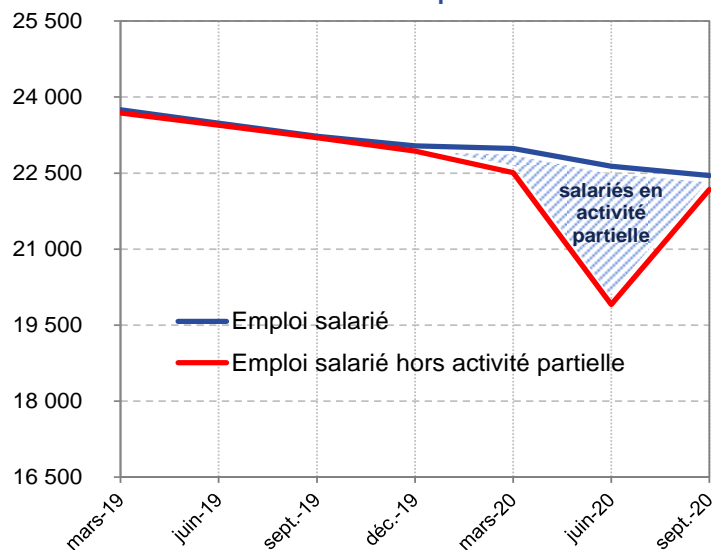
Taux de consommation	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	juil.-20	août-20	sept.-20	oct.-20	nov.-20	déc.-20	Total
heures indemnisées / heures autorisées	37%	62%	42%	16%	15%	4%	7%	9%	6%	1%	29%

Source : DGEFP-Dares

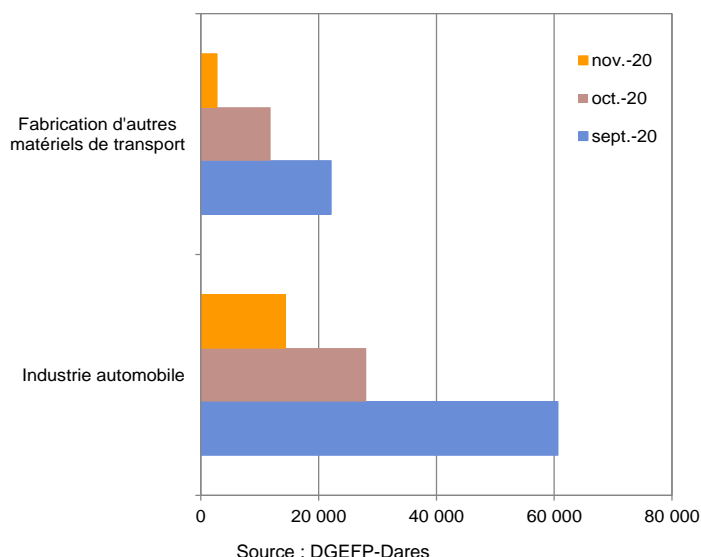
*Les données à partir du mois d'octobre sont estimées à partir du SI APART du 14 janvier 2021.

Avertissement : les consommations de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées en raison des remontées tardives des entreprises ; celles-ci ayant un an pour demander leur indemnisation.

Emploi et recours à l'activité partielle dans la fabrication de matériels de transport



Heures consommées au titre de l'activité partielle dans la fabrication de matériels de transport par principales activités



L'emploi frontalier

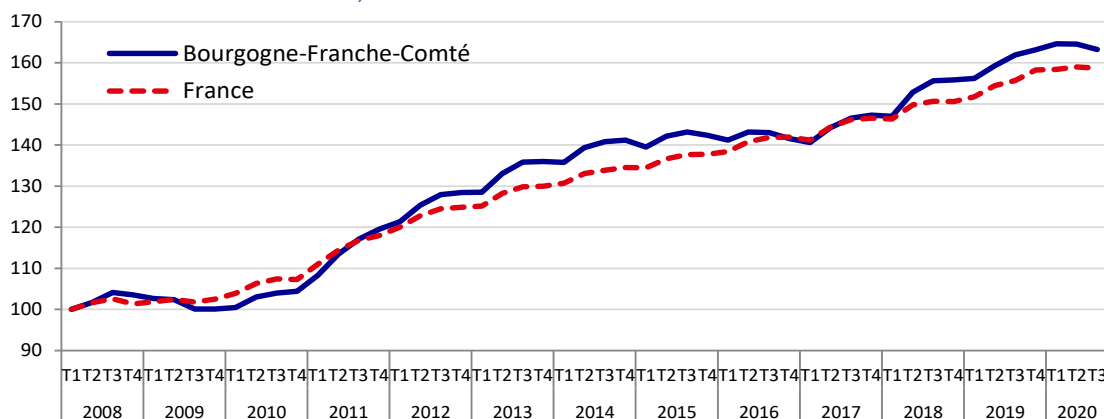
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2020	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	212 670	22,3	+1,2	-1 780	-0,8	149	0,4	-2,0	+14	+10,4
Doubs	220 144	191 450	20,1	+1,8	-4 000	-2,0	27 629	71,8	-0,9	+178	+0,6
Jura	104 942	84 800	8,9	+1,6	-310	-0,4	6 559	17,0	0,0	+133	+2,1
Nièvre	72 021	64 880	6,8	+1,0	-1 200	-1,8	13	0,0	-7,1	-3	-18,8
Haute-Saône	92 555	65 060	6,8	+1,2	-970	-1,5	482	1,3	+1,3	-1	-0,2
Saône-et-Loire	211 733	181 050	19,0	+1,8	-1 660	-0,9	166	0,4	+3,1	+10	+6,4
Yonne	127 268	105 660	11,1	+1,3	-2 090	-1,9	15	0,0	-11,8	+2	+15,4
Territoire de Belfort	55 455	48 860	5,1	+2,2	-1 120	-2,2	3 478	9,0	-1,5	-7	-0,2
BFC	1 104 152	954 440	100,0	+1,5	-13 150	-1,4	38 491	100,0	-0,8	+326	+0,9

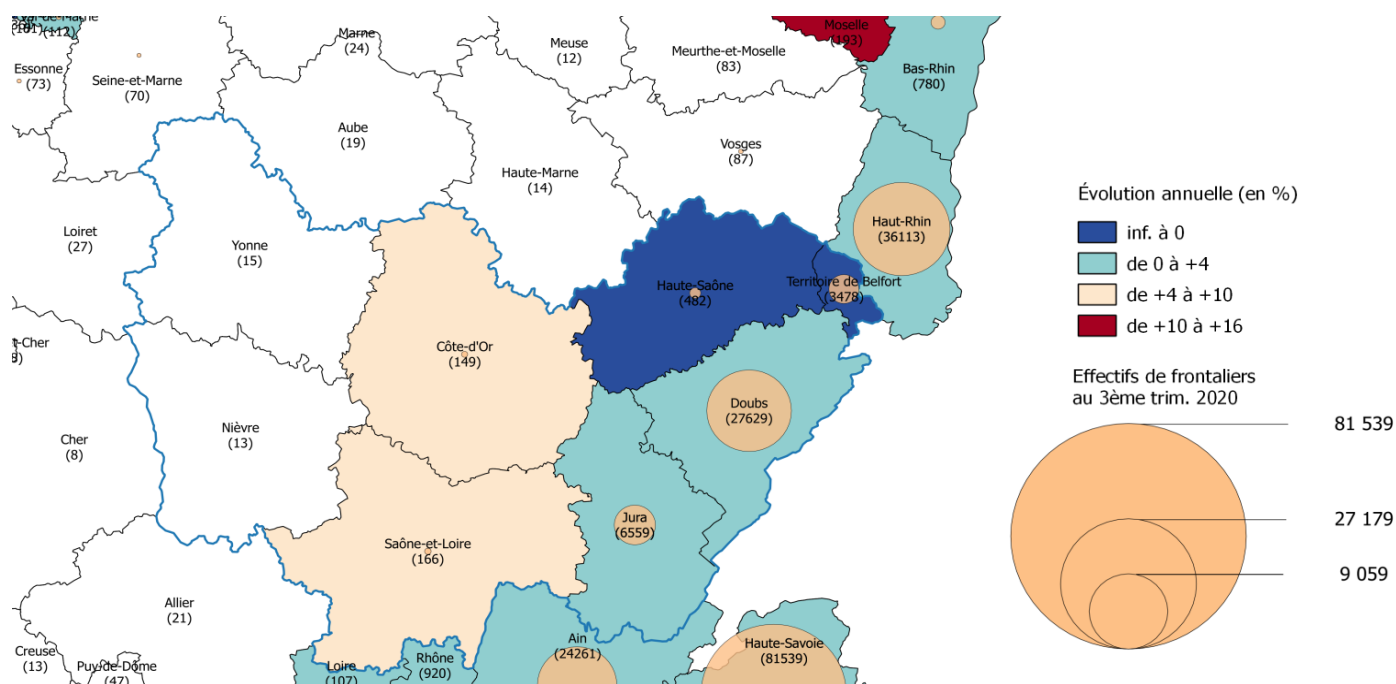
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de +0,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 629 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Yonne			BFC Var.(%)/ cumul 2019
	T4 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	98	400	-21,4	-15,6
dont Education Nat.	5	22	-76,6	-69,5
dont Collectivités	11	102	-20,9	-18,5
dont résidents QPV	5	26	-33,3	-31,0
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	384	1 559	-2,3	-0,2
dont Garantie Jeunes	130	364	-24,6	-14,3
dont résidents QPV	51	177	-23,9	-7,8
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2019)				
- secteur privé	571	1 667	+9,8	+15,3
- secteur public	8	33	+10,0	+1,5

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2020	2020	cumul 2019
Côte d'Or	361	698	-17,2
Doubs	270	732	-35,6
Jura	151	444	-36,8
Nièvre	79	223	-43,5
Haute-Saône	73	240	-32,6
Saône-et-Loire	199	654	-10,5
Yonne	219	556	-34,7
Territoire de Belfort	71	158	-32,8
BFC	1 423	3 705	-29,5

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi

Compétence) : DGEFP

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Yonne		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T3 2020	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	278	-52,2	-41,1
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	341	-24,0	-16,0
IAE (au 2T2020)	804	-32,8	-27,7

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 139 milliards d'euros en 2017, dont 66 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-dépenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-e-n-2017>